

Pouvoir d'emprunt

Monsieur le Président, voilà ce que doivent supporter les Canadiens, et plus particulièrement les jeunes. Or, l'avenir du pays dépend de ces derniers, et ce découragement, ce désespoir abat ces jeunes qui devraient être, tout au contraire, pleins d'enthousiasme, de vitalité et de dynamisme. Je souligne que cette situation est attribuable, en partie, aux initiatives gouvernementales et à l'attitude que traduit ce projet de loi C-143.

● (1230)

Les Canadiens ont perdu confiance dans leurs représentants élus et dans leurs gouvernements. J'ai l'impression que si l'on mesurait le degré de popularité de bien des hommes politiques aujourd'hui, on s'apercevrait qu'ils sont au bas de la liste en compagnie des détraqués qui s'attaquent aux enfants, des percepteurs d'impôt et autres personnes du même acabit. Pourquoi? Que se passe-t-il? Il suffit de voir les mesures prises par le gouvernement pour le comprendre.

Le Canada compte deux millions de chômeurs. Des milliers et des milliers de Canadiens viennent grossir les rangs des assistés sociaux, car ils n'ont plus droit aux prestations d'assurance-chômage. Les licenciements et l'augmentation de la charge de travail qui s'ensuit soumettent les employés à une insupportable tension. De plus en plus, des Canadiens s'épuisent au travail. Ils doivent lutter pour joindre les deux bouts. Des familles monoparentales essaient de s'en sortir avec un revenu de \$9,000 par année. La plupart des personnes âgées vivent en-dessous du seuil de pauvreté, même si le premier ministre (M. Trudeau) a prétendu que ce seuil était relatif.

Dans cette conjoncture, alors que les gens sont tendus et s'inquiètent de leur avenir et de celui de leurs enfants, le premier ministre prétend que tous les Canadiens passent les fêtes à skier ou à se prélasser sur les plages des Antilles. Que nous apprend cette déclaration du premier ministre? Tout simplement qu'il a perdu tout contact non seulement avec les Canadiens, mais également avec la réalité. N'importe quel psychiatre vous dira que, pour penser que les Canadiens font du ski ou se prélassent sur les plages des Antilles, il faut que cet homme, qui est censé diriger notre pays, ait perdu tout contact avec la réalité. Très peu d'habitants de ma circonscription de Kamloops-Shuswap ont les moyens d'aller skier ou d'aller passer leurs vacances aux Antilles; en fait, pratiquement aucun d'entre eux ne peut se le permettre.

C'est le même homme qui juge bon de limiter le revenu des pensionnés et celui des familles, dans le dernier cas, en plafonnant l'augmentation des allocations familiales, et qui accorde, par contre, au président du groupe de travail sur la situation économique \$800 par jour, faux frais en sus. Lorsqu'il parcourra le pays, il touchera bien plus que \$800 par jour. Le premier ministre estime que c'est convenable. C'est plus que ce que touchent les personnes âgées pour tout un mois, mais le premier ministre juge convenable, en temps de restrictions et de difficultés, de donner plus de \$800 par jour à cette personne.

Il est très net que le premier ministre ne va jamais frapper aux portes ni dans sa circonscription ni ailleurs. Il ne va jamais s'asseoir dans des cafétérias, pour parler avec des gens ordinaires. Il ne va jamais s'asseoir dans des tavernes, pour parler

avec ceux qui travaillent dans les mines, les bureaux et les usines.

Le premier ministre du Canada ne parle jamais à des Canadiens moyens, il parle aux conseillers de haut niveau qui l'entourent, aux principaux démarcheurs parlementaires, aux hauts fonctionnaires. Ce sont tous des gens qui n'ont aucune difficulté financière et ne risquent pas de perdre leur emploi. Ce sont les Ian Sinclair du monde. Ce dernier est bien prêt à accepter qu'on limite son augmentation à 6 p. 100 puisque, de toute façon, ce sera plus de \$50,000 pour la prochaine année.

Par les temps qui courent, il est triste d'être dirigé par une personne qui a complètement perdu le contact avec la réalité. On commence à se demander si cela n'a pas déteint sur d'autres membres de son cabinet lorsque l'on constate que le ministre des Finances nous demande d'adopter, en toute hâte, une autorisation d'emprunt de 19 milliards de dollars, de sorte qu'il puisse continuer son travail. Un travail qu'il veut continuer!

Les Canadiens ont du mal à appuyer avec enthousiasme l'actuel gouvernement. Les ministériels ont parcouru le pays pour prêcher la modération, après avoir adopté des politiques monétaires les forçant à se serrer la ceinture. Maintenant, ils changent d'avis et reprennent la route, mais cette fois pour demander aux gens de dépenser, d'investir et d'élargir leur exploitation. Vous ne pouvez pas un jour préconiser l'austérité et réclamer le lendemain une augmentation des dépenses.

Je suis sûr qu'avant de s'endormir, le ministre des Finances se demande pourquoi les Canadiens n'agrandissent pas leur usine, leur magasin ou leur compagnie. La raison, c'est qu'ils ont perdu foi dans la direction politique de ce pays et il n'y a qu'un remède. Pour restaurer la confiance nous avons une lourde tâche devant nous, c'est-à-dire changer l'équipe dirigeante. J'estime qu'il est temps que nous ayons une nouvelle approche.

M. Whelan: Diefenbaker a dit ça il y a des années.

M. Riis: Oui, M. Diefenbaker a dit ça il y a des années. J.S. Woodworth l'a dit également, bien avant. Ils disaient que les Canadiens ont besoin d'un projet collectif, d'un idéal, qu'ils ont besoin de rêver. Il est indispensable, à cet égard, d'assurer une certaine orientation. Nous devons présenter aux Canadiens une définition claire de la voie économique que nous désirons suivre. Bien entendu, il faudrait au préalable consulter tous les niveaux de gouvernement—fédéral, provincial, régional, local—ainsi que l'entreprise et les travailleurs. De la sorte, chacun aurait une idée de ce que le Canada devrait être et pourrait être.

Au fond d'eux-mêmes, les Canadiens savent qu'ils vivent dans le pays le plus riche du monde, un pays qui a plus de ressources naturelles par habitant que tout autre sur la face du globe. Et pourtant, nous avons des difficultés, et le gouvernement se traîne de crise en crise. Les membres de l'opposition officielle s'empalent et s'éventrent à qui mieux mieux. Et nous nous demandons pourquoi les gens ont perdu confiance. A mon avis, nous devrions envisager une autre possibilité. Je vais, maintenant, proposer une motion concernant le projet de loi à l'étude. Je propose, appuyé par le député de Kootenay-Est Revelstoke (M. Parker):